

au problème en l'étudiant industrie par industrie et région par région. Le ministre s'est laissé séduire par un faux dieu: le produit national brut. Cette doctrine, ressuscitée de temps en temps, est comme la mère vieux jeu qui, lorsque l'un des enfants tombe malade, donne à tous les membres de la famille de l'huile de ricin. Les reproches qu'on doit adresser au ministre c'est qu'il a accepté de ses conseillers le tromblon que le ministère des Finances continue de remettre au ministre chaque fois qu'il se présente ce qu'on pourrait appeler une saison de chasse financière. Seulement, cette fois, j'aurais aimé qu'une personne fût assez courtoise pour tracer les mots «vache» ou «cheval» sur quelques-uns des animaux qui ont été abattus par erreur.

Il y a eu trois poussées inflationnistes en 1965, que j'ai essayé d'expliquer minutieusement lors du débat de l'année passée sur le budget. Tout le monde savait que la masse monétaire augmentait trop rapidement. Maintenant, bien entendu, la rectification inévitable a été effectuée. Il était indiscutable, l'année passée, que le plan envisagé était insuffisant à certaines industries clefs. Il était clair qu'il y avait une pénurie de main-d'œuvre qualifiée dans plusieurs de nos vastes régions urbaines. Le soi-disant budget d'élection de 1965 n'a porté sur aucun de ces problèmes. Quand nous avons augmenté l'impôt sur le revenu, l'autre soir, le ministre a fait observer que les réductions de 1965 avaient donné les résultats voulus. Ces propositions budgétaires touchent des industries qui fonctionnent en-dessous de leur capacité aussi bien des industries qui fonctionnent au-dessus de leur capacité; c'est une négligence aveugle des facteurs économiques propres à ces industries.

Il ne fait aucun doute, par exemple, que la capacité de l'industrie nationale du fer et de l'acier doit être augmentée. Il est évident que nous devons accroître la capacité des industries pétro-chimiques particulièrement dans le domaine des engrais. Nous reconnaissons tous, dans le contexte des mesures déjà prises par le gouvernement, même avant le budget, que des décisions s'imposent à propos de l'industrie de la construction. Elle n'a pas la capacité voulue pour satisfaire à la demande globale exercée sur elle par l'économie. La proposition du ministre visant à contenir—ce sont ses propres mots—la croissance de cette industrie ne peut que favoriser la persistance des poussées inflationnistes au cours de l'année prochaine. Le ministre a diminué la demande exercée sur l'industrie de la construction. En ceci, il a raison, mais il n'a pas exposé de politique concrète pour faire augmenter la main-d'œuvre qualifiée nécessaire à cette industrie.

[L'hon. M. Hamilton.]

A cette occasion, monsieur l'Orateur, je veux à nouveau faire ressortir trois points dans le budget de 1966. Premièrement, le ministre a rejeté le concept d'un développement économique basé sur un équilibre régional. Le deuxième Exposé annuel du Conseil économique met en relief la disparité entre les revenus moyens actuels dans chacune de ces régions. D'après cet exposé, pour une production nationale maximum, il faut une utilisation optimale de toutes les ressources matérielles et humaines de chacune des régions.

Ensuite, le ministre a rejeté le principe de la sélectivité dans le domaine industriel. Du temps de M. Howe, nous avons vu naître la théorie du globalisme. En substance, celle-ci consistait à affirmer que si le revenu national brut augmentait, tout était pour le mieux pour le pays et pour chacune de ses parties. Nous l'avons particulièrement remarqué dans la période d'argent serré qui a précédé 1957. Il y avait eu une expansion rapide dans le domaine industriel; mais la politique de l'argent rare a été appliquée à tous les secteurs de l'économie. Rien d'étonnant à ce que les personnes jouissant de revenus fixes, comme les cultivateurs, les pêcheurs, etc. aient rejeté cette théorie aux élections de 1957 et de 1958. Maintenant le ministre est en train de commettre la même erreur; il recourt au remède de l'huile de ricin.

A l'exception de ce nouveau projet de prêts forcés, le ministre a repoussé de nouvelles méthodes pour répondre aux besoins économiques du Canada à ce moment précis de notre expansion. Avant de présenter les solutions que je préconise, je voudrais soulever deux points. Il s'agit des politiques régionales et sélectives. D'après le Conseil économique, et je me reporte à la page 10 du deuxième exposé annuel, l'ensemble de l'économie ne produit pas à pleine capacité. Je ne citerai que les chiffres de 1965; la production réelle du Canada en pourcentage du potentiel était à 97 p. 100 en 1965. Six fois, au cours des derniers vingt ans, le Canada a atteint 100 p. 100 ou plus. Et cependant, le pays se fait donner une dose d'huile de ricin, alors que nous ne sommes même pas parvenus à utiliser le potentiel intégral de nos ressources humaines et matérielles.

• (4.40 p.m.)

Toutefois, bien que ce pourcentage s'applique à l'échelon national, il ne donne pas un aperçu exact et complet. Certaines régions du Canada ont des possibilités considérables inutilisées et un nombre considérable de ressources humaines inutilisées. Il en est question dans les 40 quelque pages du deuxième exposé annuel au chapitre 5.